

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n°CCAP/25/05 du 25 juillet 2025












### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de viabilisation du parc  
d'activités « Les Vianneries 2 »  
situé sur la commune des Mesneux  
(51)**

Consultation n°2025/CONSU/05 du 25 juillet 2025

**CCI MARNE ARDENNES**  
42 rue Grande Étape - CS 90533  
51010 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	<b>Travaux de viabilisation du parc d'activités « Les Vianneries 2 » situé sur la commune des Mesneux (51)</b>
	<b>Type de contrat</b>	<b>Marché public</b>
	<b>Nombre de lots</b>	<b>3</b>
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	<b>Avec</b>
	<b>Durée / Délai</b>	<b>Défini par lot</b>
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	<b>Prix unitaires</b>
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	<b>Avec</b>

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants .....	6
3.1 - Conduite d'opération .....	6
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	6
3.5 - Contrôle technique : Sans objet .....	6
4 - Confidentialité .....	6
5 - Protection des données à caractère personnel .....	6
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	6
5.2 - Obligations du titulaire .....	6
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire .....	7
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées .....	7
5.2.3 - Exercice des droits des personnes .....	7
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel .....	7
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations .....	7
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	8
5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données .....	8
5.2.8 - Sort des données .....	8
5.2.9 - Délégué à la protection des données .....	8
5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement .....	8
5.2.11 - Documentation .....	8
5.3 - Obligations de l'acheteur .....	8
6 - Durée et délais d'exécution .....	9
6.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	9
6.2 - Délai d'exécution .....	9
6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution .....	10
7 - Prix .....	10
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
7.2 - Modalités de variation des prix .....	10
7.3 - Répartition des dépenses communes .....	11
8 - Garanties Financières .....	11
9 - Avance .....	12
9.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	12
9.2 - Garanties financières de l'avance .....	12
10 - Modalités de règlement des comptes .....	12
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	12
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	12
10.3 - Délai global de paiement .....	14
10.4 - Paiement des cotraitants .....	14
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	14
10.6 – Approvisionnement .....	14
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	14
11.2 – Provenance des matériaux et produits .....	14
11.3 – Mise à disposition de carrières ou de lieux d'emprunts .....	14
11.4 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits ...	15
11.5 - Implantation des ouvrages .....	15
11.5.1 Bornage préalable .....	15

11.5.2 - Piquetage général .....	15
11.5.3 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens ...	15
11.6 - Préparation et coordination des travaux .....	16
11.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	16
11.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	16
11.6.3 - Registre de chantier .....	17
11.7 - Etudes d'exécution.....	17
11.8 - Installation et organisation du chantier .....	17
11.8.1 - Installation de chantier .....	17
11.8.2 - Signalisation de chantier .....	17
11.9- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	17
11.9.1 - Gestion des déchets de chantier .....	17
11.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	17
11.9.3 - Documents à fournir après exécution .....	17
12 - Développement durable .....	18
13 - Réception .....	18
13.1 - Réception des travaux .....	18
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception .....	18
14 – Garanties des prestations .....	19
15 - Modification du contrat.....	19
15.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire .....	19
15.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché .....	19
15.3 - Changement en cours d'exécution du marché .....	19
15.4 - Cas fortuits et force majeure .....	19
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	20
17 - Pénalités.....	20
17.1 - Pénalités de retard .....	20
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	20
17.3 - Autres pénalités spécifiques .....	20
18 - Assurances.....	21
19 - Clause de réexamen.....	21
20 - Résiliation du contrat .....	23
20.1 - Conditions de résiliation .....	23
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	23
22 - Dérogations .....	23

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**Travaux de viabilisation du parc d'activités « Les Vianneries 2 » situé sur la commune des Mesneux (51)**

Lieu(x) d'exécution :

**Parc d'activités « Les Vianneries 2 » situé sur la commune des Mesneux (51)**

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement, assainissement, couche de forme, voirie
02	Eclairage public et Réseaux divers
03	Espaces verts

Les candidats pour répondre à un ou plusieurs lots.

Le lot principal est le lot 01.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières (dans sa version modifiée par avenant, s'il y a lieu)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Dossier plans
  - Etude géotechnique
  - PA-Notice
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

Le titulaire de la maîtrise d'œuvre sera précisé ultérieurement ou à défaut elle sera assurée par le Maître de l'ouvrage.

### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

### 3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera précisé ultérieurement ou à défaut elle sera assurée par le Maître de l'ouvrage. Le PGC sera remis lors de la période de préparation

### 3.5 - Contrôle technique : Sans objet

## 4 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données : durée du marché et des éventuelles post garanties.

### 5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### **5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

### **5.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [c.lemaire@marneardennes.cci.fr](mailto:c.lemaire@marneardennes.cci.fr)

### **5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant par mail à : [c.lemaire@marneardennes.cci.fr](mailto:c.lemaire@marneardennes.cci.fr)

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

### **5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **5.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 10 ans à compter de la fin d'exécution du contrat (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables.

Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

### **5.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

### **5.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### **5.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **5.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **5.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.



## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 13 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 13/10/2025. Il est précisé que le démarrage des travaux sera conditionné à l'obtention de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

### 6.2 - Délai d'exécution

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution propre à chaque lot.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Lots	Précisions
01	La période de préparation est fixée à 1 mois par dérogation au CCAG Travaux (soit 20 jours ouvrés) La période d'exécution des travaux est fixée à 12 mois maximum (soit 240 jours ouvrés)
02	La période de préparation est fixée à 1 mois par dérogation au CCAG Travaux (soit 20 jours ouvrés) La période d'exécution des travaux est fixée à 12 mois maximum (soit 240 jours ouvrés)
03	La période de préparation est fixée à 1 mois par dérogation au CCAG Travaux (soit 20 jours ouvrés) La période d'exécution des travaux est fixée à 4 mois maximum (soit 80 jours ouvrés)

Le candidat pourra proposer un délai d'exécution des travaux inférieurs à ceux indiqués ci-dessus, qu'il indiquera dans l'acte d'engagement.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 6 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	-4 à 8 HEURES	1 jour
Vent	80km/h 12HEURES	1 jour
Neige	100mm de 8 heures à 12h	1 jour
Pluie	Durée des précipitations continues : 30 m/m par jour de 8 heures à 18 heures.	1 jour

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : INFOCLIMAT

### 6.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### Calendrier détaillé d'exécution

- A. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par les entreprises des différents lots après consultation du Maître d'œuvre.  
Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.
- B. Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.
- C. En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de quatre mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.
- D. Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 09/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP08 (n) / TP08 (o))$	TP 08 (Cf BP)
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP10f (n) / TP10f (o))$	TP10f (Cf BP)
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP09 (n) / TP09 (o))$	TP 09 (Cf BP)
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP12b (n) / TP12b (o))$	TP12b (Cf BP)
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP12a (n) / TP12a (o))$	TP12a (Cf BP)
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV3 (n) / EV3 (o))$	EV3 (Cf BP)
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n) / EV4 (o))$	EV4 (Cf BP)
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (FV (n) / FV (o))$	FV (Cf BP)

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	TP08	Index Travaux Publics - Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010
01	TP10f	Index Travaux Publics - Canalisations, assainissement et d'adduction d'eau avec fourniture de tuyaux multi-matériaux - Base 2010
01	TP09	Index Travaux Publics - Fabrication et mise en oeuvre d'enrobés - Base 2010
02	TP12b	Index Travaux Publics - Éclairage public -Travaux d'installation - Base 2010
02	TP12a	Index Travaux Publics - Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique – Base 2010
03	EV3	Index divers dans la construction - Travaux de création d'espaces verts - Base 2010
03	EV4	Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010
03	FV	Index divers dans la construction - Fournitures de végétaux - Base 2010

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Si l'un des indices/index servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice/index préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice/index en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache. Si aucun indice/index n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice/index qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice/index n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent contrat.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice/index nécessitera la passation d'une modification de contrat matérialisée par un avenant.

### 7.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot 01 jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

## 8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement, assainissement, couche de forme, voirie
02	Réseaux secs / Eclairage public
03	Espaces verts

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Toute réception de facture non conforme entraînera la suspension des délais de paiement. Le titulaire sera informé des compléments à fournir ou des modifications à apporter à sa facture.

## **FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :**

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture,
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
4. En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché (n° **2025/MAPO/05.01 pour le lot 1**, n° **2025/MAPO/05.02 pour le lot 2**, n° **2025/MAPO/05.03 pour le lot 3**),
5. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
9. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
10. L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
11. Le cas échéant, les modalités de règlement,
12. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique :**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **130 031 081 00016**
- Numéro d'engagement juridique :
  - **LOT 1 : 2025/MAPO/05.01**
  - **LOT 2 : 2025/MAPO/05.02**
  - **LOT 3 : 2025/MAPO/05.03**

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **10.6 – Approvisionnement**

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **11.2 – Provenance des matériaux et produits**

Application de l'article 21 du CCAG TRAVAUX.

Ces derniers seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre et font l'objet de fiches techniques remises dans le cadre de l'offre du prestataire.

### **11.3 – Mise à disposition de carrières ou de lieux d'emprunts**

Application de l'article 22 du CCAG TRAVAUX. Le maître d'ouvrage se laisse la possibilité de mise à disposition de lieux d'emprunt sur les surfaces cessibles en cas de nécessité d'utilisation de remblais complémentaires et ou de substitutions.

## **11.4 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'ouvrage et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le Maître d'œuvre.

Le Maître d'œuvre avec l'accord du Maître d'Ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

En complément de l'article 24 du CCAG Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB. Dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier cet accord.

## **11.5 - Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire du lot n°01. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

### **11.5.1 Bornage préalable**

Le maître d'ouvrage procédera préalablement au démarrage du chantier aux bornages des limites d'emprise des travaux par un géomètre expert et fournira aux entreprises le plan de bornage correspondant, et les coordonnées en XYZ des points de rattachement au référencement.

Le Titulaire devra l'entretien et la conservation de tous les bornages.

### **11.5.2 - Piquetage général**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

### **11.5.3 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

## **11.6 - Préparation et coordination des travaux**

### **11.6.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 1 mois (20 jours ouvrés).

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG Travaux, le titulaire de chaque lot ont la charge d'élaborer, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 20 jours ouvrés à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **11.6.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur,
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.



Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **11.6.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **11.7 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **11.8 - Installation et organisation du chantier**

### **11.8.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **11.8.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **11.9- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **11.9.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **11.9.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **11.9.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 200,00 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

## 12 - Développement durable

### Exigences environnementales liées à l'exécution du marché

Dans le cadre de sa démarche de performance environnementale, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions concrètes visant à réduire l'impact écologique des prestations exécutées.

#### A. Déplacements & transport des ressources humaines et matériels

Le titulaire devra :

- Privilégier, dans la mesure du possible, des moyens humains et matériels proches du chantier afin de limiter les émissions liées au transport.
- **Fournir, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'ordre de service de démarrage**, un tableau indiquant les lieux de provenance des principaux moyens humains et matériels affectés au chantier.

#### B. Provenance & acheminement des matériaux

Le titulaire devra :

- Privilégier les circuits courts et les fournisseurs locaux, dès lors que cela est compatible avec les exigences techniques du marché.
- **Fournir, au plus tard 10 jours avant le début des approvisionnements**, un tableau listant les matériaux principaux avec leur provenance, ainsi qu'un résumé des actions engagées en faveur de l'économie circulaire (réemploi, matériaux recyclés...).

#### C. Moyens et techniques de mise en œuvre durables

Le titulaire s'engage à :

- Mettre en œuvre des techniques respectueuses de l'environnement, limitant les nuisances et consommations de ressources naturelles.
- Utiliser, dans la mesure du possible, des produits ou procédés à faible impact environnemental.
- **Présenter, dans un délai de 15 jours à compter de l'OS de démarrage**, une note précisant les techniques spécifiques mises en œuvre à ce titre.

#### D. Gestion des déchets

Le titulaire devra :

- Organiser le tri, la traçabilité et l'évacuation des déchets du chantier dans des filières de valorisation agréées.
- Mettre en œuvre toute action favorisant le réemploi ou l'utilisation de matériaux recyclés.

En cas de non-respect des obligations environnementales ci-dessus, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 7 jours, le maître d'ouvrage pourra appliquer une **pénalité de 100 € par jour calendaire de retard**, sans préjudice d'autres dispositions contractuelles.

## 13 - Réception

### 13.1 - Réception des travaux

#### 13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

L'ensemble des documents et les fichiers informatiques (natifs et PDF) demandés en cours d'opération. Les supports informatiques devront être compatibles avec les versions des logiciels de la maîtrise d'ouvrage et du maître d'œuvre indiqués en phase de préparation de chantier.

Les documents devront être conformes aux prescriptions normatives et règlement particuliers concessionnaires (joint en annexe du dossier de consultation).

Les plans seront transmis au format DWG ou compatible et devront être lisibles dans la version Autocad 2014 LT.

Une version au format PDF sera jointe au DOE.

- au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,

NB : La signature du procès-verbal de réception est subordonnée à la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

## **14 – Garanties des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Pour les travaux de plantations du présent marché, en dérogation à l'article 44-1 du CCAG-Travaux, le délai de la garantie est fixé à 3 ans à compter de la date de réception des travaux de plantation (soit à la période de confortement).

Pour les travaux d'ensemencement hydraulique, en dérogation à l'article 44-1 du CCAG-Travaux, le délai de la garantie est fixé à : 3 ans à compter de la date de réception des travaux de semis hydraulique (soit à la période de confortement).

## **15 - Modification du contrat**

### **15.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

### **15.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### **15.3 - Changement en cours d'exécution du marché**

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### **15.4 - Cas fortuits et force majeure**

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché. Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

## 16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 17 - Pénalités

### 17.1 - Pénalités de retard

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard par dérogation aux stipulations de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, en cas de retard sur la date d'achèvement final des travaux prévue au calendrier contractuel d'exécution établi pendant la période de préparation et éventuellement modifié par avenant, il sera fait application, sans mise en demeure préalable, et du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre, d'une pénalité par jour calendaire de retard de 1/1500ème du montant hors taxes de du marché.

De plus, le maintien final du délai étant subordonné au respect de la cadence et de l'échelonnement des travaux fixés par le calendrier d'exécution, tout dépassement en cours d'exécution, des délais de phases de travaux, donne le droit au Maître de l'Ouvrage d'exiger de l'entrepreneur la constitution immédiate d'une provision qui est effectuée par une retenue sur le montant de l'acompte, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation du maître d'œuvre. La constatation du retard est établie chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement déterminé par le planning, la date d'origine de ce dernier étant prise égale à celle prescrite pour le commencement des travaux.

Pour chaque phase de travaux en l'absence de précision de cadence au calendrier d'exécution, celle-ci est, pour l'état d'avancement, réputée uniforme dans le délai imparti à cette phase. Le montant de la provision est calculé par application au nombre de jours de retard du montant journalier de la pénalité. Lorsqu'à la suite d'une première constatation de retard, une provision est constituée dans les conditions ci-dessus, son montant est, le cas échéant, au cours des mois suivants, réduit ou augmenté selon la diminution ou l'augmentation constatée du retard.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive lorsque l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution prévu.






Ces pénalités sont également applicables en cas de non-respect des délais partiels d'exécution prévus au présent marché

### 17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 17.3 - Autres pénalités spécifiques

-  En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer sur simple constat une pénalité forfaitaire fixée à 150 euros par absence.
-  En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 200 euros par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires. (art 11.9.3) sans mise en demeure préalable.
-  Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 €uros, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés à l'article 11.6.2.
-  Pénalités pour « levée de réserves » après réception : Dans le cas où le titulaire ne respecterait le délai pour la levée de réserves, le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, sur ses créances, une pénalité par jour calendaire de retard et par réserve non levée, dont le montant est fixé à 300 euros.
-  En cas de non-respect des obligations environnementales ci-dessus, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 7 jours, le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard, sans préjudice d'autres dispositions contractuelles.

## 18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- ✓ une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- ✓ une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## 19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

### **1. Réexamen du marché :**

Conformément à l'article **R.2194-1** du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet d'un réexamen dans les cas suivants :

- En cas d'évolution significative de l'environnement économique affectant l'économie générale du marché ou son équilibre financier,
- En cas d'événement extérieur aux parties perturbant durablement ou sensiblement l'organisation du chantier ou l'exécution des prestations ;
- En cas de modification de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe d'application obligatoire pour le pouvoir adjudicateur, entraînant des charges nouvelles ou des variations de charges non prévisibles à la date de signature du marché ;
- En cas d'aléas techniques ou temporels imprévisibles nécessitant un ajustement de la nature, de l'étendue ou du calendrier des prestations pour garantir le parfait achèvement du chantier.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées à l'initiative de la partie la plus diligente, pendant toute la durée du marché.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant au présent marché, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

## **2. Prestations supplémentaires ou modificatives :**

Les prestations supplémentaires ou modificatives, non prévues au marché initial, sont encadrées par les articles **R.2194-1 à R.2194-9** du Code de la commande publique.

Ces prestations ne peuvent être réalisées **qu'après notification** à l'entreprise concernée d'un **avenant** ou d'une **décision de poursuivre**, formalisée par **ordre de service** émis par le maître d'œuvre et approuvé par le maître d'ouvrage.

Le **paiement** de ces prestations est subordonné à cette notification préalable.

## **3. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires :**

Lorsque le marché ne prévoit pas de prix applicable à la prestation supplémentaire ou modificative envisagée:

- Le maître d'œuvre procède à une **consultation du titulaire**,
- Un **ordre de service** est établi avec un **prix provisoire**, après accord du maître d'ouvrage, conformément à l'article 13.4 du **CCAG Travaux**,
- À défaut de réponse motivée du titulaire dans un délai de **30 jours** à compter de la notification de l'ordre de service, ce prix provisoire devient **définitif**,
- Le prix ainsi validé fera l'objet d'un **avenant** au marché.

Lorsque la prestation est de nature identique ou assimilable à celles prévues au bordereau des prix unitaires (BPU), les prix du BPU sont appliqués.

À défaut de prix applicable au titre du BPU, les nouveaux prix sont établis comme suit :

- Sur la base des déboursés secs justifiés par l'entreprise (temps passé, fournitures, matériaux, matériel, transport, etc.),
- À ces déboursés secs s'ajoute une marge pour frais généraux et bénéfices. En l'absence de coefficients contractuels définis dans le marché, cette marge sera déterminée d'un commun accord entre les parties, en se référant aux usages professionnels courants et dans le respect de l'équilibre économique du marché,
- Le détail des calculs et justifications devra être transmis par l'entreprise au maître d'ouvrage pour validation,
- Les prix ainsi définis feront l'objet d'un échange contradictoire entre les parties.

## **4. Cas particulier de modification d'indice servant à la révision des prix :**

Si l'un des indices ou index servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision des prix venait à être modifié, remplacé ou supprimé pendant la durée d'exécution du présent marché, les parties conviennent de lui substituer l'indice ou index préconisé par l'organisme ayant établi l'indice initial, en appliquant le cas échéant le **coefficient de raccordement** proposé.

Si aucun indice ou index de substitution n'est proposé par l'organisme gestionnaire, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un nouvel indice ou index présentant des **caractéristiques économiques équivalentes**, sans que cette substitution :

- n'entraîne un bouleversement de l'économie générale du contrat,
- ni ne remette en cause les conditions de mise en concurrence initiales.

La mise en œuvre du nouvel indice ou index fera l'objet d'une modification formalisée par avenant.

## 20 - Résiliation du contrat

### 20.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 10.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.6.1 du CCAP déroge à l'article 28.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux